



Avis conforme N° 2019-122

Saisine par autorité administrative : commune de Saorge
Numéro de dossier : DP 006-132-19-B0007
Pétitionnaire : PORTET Régis
Adresse : Vallon de Merim, 0650 SAORGE
Nature de la demande : travaux en cœur de Parc national (relatifs à une annexe de bâtiment à usage d'habitation)
Nom du projet : construction d'un abri et de toilettes sèches extérieurs
Localisation : parcelle n°346 section J commune de Saorge

Le Directeur de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.331-4, L.331-26, R.331-19 et R.331-67,

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L122-11 et suivants, R423-62, R424-17 et R424-17,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment son article 7,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 14 et 22 d'application de la réglementation dans le cœur,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment ses articles 3 et 4,

Vu la demande d'avis conforme de la commune de Saorge en date du 25 mars 2019 et relatif au dossier de déclaration préalable n°DP 006-132-19-B0007,

Vu l'avis défavorable émis par le Conseil scientifique du Parc national du Mercantour en date du 26 avril 2019,

Considérant que les travaux présentés à la déclaration préalable consistent en une construction précaire abritant des toilettes sèches extérieurs aux bâtiments existants,

Considérant que ces travaux ont fait l'objet d'un constat de manquement administratif daté du 11 mai 2018, suivi de l'arrêté de mise en demeure n°2018-11 daté du 25 octobre 2018,

Considérant que les bâtiments existants à proximité de la construction sont des granges et des « casouns » traditionnels de la Roya, éléments du patrimoine bâti constitutif du caractère du Parc national tels que définis par la modalité n°22 d'application de la réglementation du cœur,

Considérant que l'affectation des « casoun » à un usage d'habitation est antérieur au décret n°2009-486 et qu'il convient à ce titre d'autoriser exceptionnellement les travaux destinés à satisfaire cet usage, sous réserve que ces derniers ne portent pas atteinte à la forme architecturale des bâtiments ni au caractère des lieux,

Considérant que la construction faisant office de toilettes sèches extérieurs constitue une annexe du casoun principal d'habitation, que les matériaux et la forme architecturale ne correspondent pas aux extensions et remises traditionnelles locales, très souvent en pierres et intégrées à l'ensemble bâti du ou des casoun,

Considérant que la propriété de Monsieur PORTET dans le vallon de Mérin comporte, en plus du casoun d'habitation principal, 2 autres casoun et une grange en ruine, au sein desquels il est possible d'aménager une toilette sèche d'intérieur correctement ventilé,

Considérant enfin que la vétusté des toilettes sèches actuels ne correspond pas aux normes admises pour ce type d'équipement sanitaire, et que l'installation de toilettes plus performantes serait en cohérence avec l'obligation de traiter les rejets générés par l'usage d'habitation des lieux,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du demandeur – Nature de la demande

Le Directeur de l'Établissement public du Parc national du Mercantour émet un avis défavorable à la demande de régularisation de travaux tels que décrits au dossier n° DP 006-132-19-B0007, déposé par Monsieur PORTET Régis en date du 22 mars 2019.

Cet avis défavorable vaut refus de régularisation des travaux de construction d'un abri et de toilettes sèches extérieurs, sur la parcelle n°346 section J de la commune de Saorge.

Article 2 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre du présent avis peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées à aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 3 : Autres obligations

Cet avis conforme n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national. Il ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations (environnementales ou non) en vigueur applicables au projet intéressé.

Article 4 : Sanctions

Le non-respect du présent avis ou d'une disposition prévue par la réglementation générale du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et/ou pénales.

Article 5 : Publication

Le présent avis sera communiqué au maire de la commune de Saorge, et publié pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 3 mai 2019

Le Directeur

Christophe VIRET

Copies :
- service territorial « Roya-Bévéra »

Le présent avis conforme peut être contesté par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Il peut également être contesté dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.